



CANADIAN ENVIRONMENTAL LAW ASSOCIATION
L'ASSOCIATION CANADIENNE DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

Comité permanent des ressources naturelles
131, rue Queen, sixième étage
Chambre des communes
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Télécopieur : 613-996-1626

Par courrier électronique
RNNR@parl.gc.ca

Le 17 novembre 2009

Monsieur le président Benoit, messieurs les vice-présidents Cullen et Tonks, et les membres Allen, Anderson, Bains, Brunelle, Guimond, Hiebert, Regan, Shouy et Trost,

Objet : Loi C-20

Recommandations au sujet des amendements article par article de la Loi C-20, la Loi sur la responsabilité et l'indemnisation en matière nucléaire

Pour faire suite à notre présence devant votre comité le 16 novembre 2009 et à notre soumission écrite du même jour, nous vous écrivons afin que vous preniez nos recommandations en considération lorsque le comité examinera, article par article, les amendements éventuels de la Loi. Cette soumission est limitée aux recommandations visant seulement à un examen article par article, et elle n'est pas une répétition d'aucunes des soumissions, quant aux raisons ou arguments pour ces suggestions, qui sont comprises dans notre soumission du 16 novembre.

L'Association canadienne du droit de l'environnement propose les recommandations suivantes afin qu'elles soient prises en considération lors de l'examen article par article de la Loi C-20.

- Abrogation de la limite de la responsabilité. L'article 7 de la Loi C-20 devrait être éliminé. L'article 21 de la Loi C-20 devrait être supprimé.

- Abrogation de l'exemption de la responsabilité de la part des autres parties, comme les fournisseurs. À l'article 8 de la Loi C-20, éliminer les mots suivants :

« Et aucune personne autre qu'un exploitant »

- Imposition d'une exigence minimale d'assurance au lieu d'une limite de responsabilité. Amender l'article 24 de la Loi C-20 en ajoutant les phrases suivantes :

« La somme minimum de la garantie financière qui doit être détenue par un exploitant est de 1,2 milliard de dollars. »

« Par le biais d'un règlement, le gouverneur en conseil peut amender la somme minimum de la garantie financière qui doit être détenue par un exploitant pour en augmenter le montant. »

- Augmentation des assurances financières disponibles dans le cas d'un accident nucléaire. Ajouter la clause suivante :

Dans le cas où un accident nucléaire surviendrait par lequel les dommages évalués ou susceptibles d'être évalués dépasseraient la garantie financière qui, selon les règlements, doit être détenue par la centrale nucléaire, le ministre doit exiger une contribution supplémentaire de chacune des autres centrales nucléaires assujetties par cette Loi pour une somme de 10 % de la garantie financière détenue par elles, en vertu des règlements qui obligent à verser cette somme au compte de réassurance de la responsabilité nucléaire chaque année pour une période maximale de 10 ans, ou jusqu'à ce que la somme totale des préjudices évalués pour tous les requérants soit satisfaisante, quel que soit ce qui se produit en premier, et le ministre doit effectuer les paiements aux requérants à partir de ce compte.

- Prescription. La Loi C-20 propose d'imposer un délai de prescription ultime de 30 ans. Cependant, les tumeurs cancéreuses peuvent continuer à se manifester au cours du reste de la vie des personnes exposées qui pourrait s'échelonner sur une période de 70 ou 80 ans au lieu de 30 ans. La législation de référence des États-Unis, la Loi Price Anderson, n'a plus de délai de prescription absolue; elle ne fournit qu'une prescription de trois ans à partir de la découverte du préjudice. Cette formulation a été choisie puisqu'une grande partie des séquelles d'un accident nucléaire sur la santé humaine pourraient se manifester longtemps après que l'accident se soit produit. La Loi C-20 devrait être amendée afin de fournir une prescription de trois ans à partir de la découverte du préjudice, et elle devrait

spécifier formellement qu'il n'y a pas de délai de prescription autrement. L'article 30 (2) devrait être amendé en éliminant la clause existante pour la remplacer par la suivante :

Pour plus de certitude, aucune réclamation ne devrait être exclue en raison de l'expiration du délai de la date à laquelle est survenue l'accident nucléaire auquel se rapporte l'action ou la demande d'indemnisation; autre que celle prévue à l'article 30(1).

- Prorogation des incidents couverts. Des amendements devraient être ajoutés qui ressembleraient aux amendements de la Loi Price-Anderson effectués en 1988¹ afin d'inclure une garantie pour les accidents nucléaires :

« Provenant des matières nucléaires "qui ont été illégalement détournées de leur lieu de stockage ou de leur itinéraire de transport projeté" »; ou

« Résultant d'activités qui impliquent le stockage ou l'élimination des déchets radioactifs provenant des réacteurs nucléaires commerciaux. »

- Définition de préjudice. La Loi C-20 propose de limiter l'indemnisation pour les causes de « préjudice corporel », les dommages à la propriété ou le traumatisme psychologique dans des cas très limités. Il s'agit d'une nouvelle diminution des catégories de préjudice et de dommage qui peuvent être indemnisées. Le préjudice indemnisable devrait correspondre aux modèles courants de demandes d'indemnisation reconnues par la *common law* (également appelée droit traditionnel), notamment tous les préjudices pour lesquels des actions en responsabilité délictuelle peuvent être intentées, y compris les préjudices pour les blessures personnelles, comme c'est le cas dans la loi actuelle.
- Un énoncé d'objet, comme l'exemple suit, devrait être ajouté à la Loi C-20 :

L'objectif de la présente Loi est de procurer une indemnisation aux personnes qui subissent des dommages ou des préjudices causés par un accident nucléaire.
- La Loi C-20 devrait préciser que toutes les décisions prises, en vertu de la Loi sur la responsabilité et l'indemnisation en matière nucléaire, devraient être faites

¹ Amendements à la Loi Price-Anderson de 1988, Loi publique 100-408

conformément au principe d'équité intergénérationnelle. Voici ce qui devrait être ajouté à l'énoncé d'objet :

L'objectif de la présente Loi est d'assurer que l'utilisation de combustible nucléaire ou de matières nucléaires soit gérée d'une manière qui répond équitablement aux besoins environnementaux et de développement des générations présentes et futures.

- La Loi C-20 devrait inclure un énoncé sur le principe de la prudence et il devrait préciser que toutes les décisions prises, en vertu de la présente Loi, soient faites conformément au principe de la prudence. Voici ce qui devrait être ajouté à l'énoncé de l'objet :

L'objectif de la présente Loi est d'assurer que le principe de la prudence est appliqué en ce qui a trait à l'utilisation de combustible nucléaire ou de matières nucléaires. Les décisions prises, en vertu de la présente Loi, doivent prévoir, prévenir et s'attaquer aux causes de la dégradation environnementale. Lorsqu'il y a des menaces de préjudice grave ou irréversible, l'absence de certitude scientifique complète ne devrait pas être utilisée comme prétexte pour différer les mesures visant à prévenir la dégradation environnementale.

- Afin d'être en accord avec le principe du « pollueur-payeur », la Loi sur la responsabilité et l'indemnisation en matière nucléaire devrait être amendée en abrogeant la limite de la responsabilité et en éliminant l'exemption de la responsabilité qui est accordée aux tiers, ainsi que l'accroissement des ressources disponibles par le biais d'une assurance minimum, de ressources mises en commun et de d'autres processus afin que l'internalisation de l'exploitation de la centrale nucléaire soit mieux incluse dans les coûts potentiels d'accidents graves qui échappent à l'enceinte de confinement. Des exemples d'amendements pour effectuer ces changements ont été fournis précédemment dans cette lettre. De plus, l'énoncé d'objet devrait inclure une disposition conformément au principe du pollueur-payeur, comme suit :

L'utilisation de combustible nucléaire et de matières nucléaires au Canada doit être gérée d'une manière à ce que l'internalisation soit incluse dans les coûts environnementaux, et qu'elle s'accorde au principe que le pollueur devrait assumer les coûts de la pollution, en tenant dûment compte de l'intérêt public.

- La Loi C-20 devrait inclure les définitions de « durabilité » et de « développement durable », et en plus des amendements recommandés ci-dessus, elle devrait stipuler dans son énoncé d'objet que toutes les décisions prises, en vertu de la Loi sur la responsabilité et l'indemnisation en matière nucléaire, soient faites conformément à ces définitions et à ces principes, comme suit:

L'utilisation de combustible nucléaire et de matières nucléaires doit être gérée d'une manière durable, fondée sur l'utilisation écologiquement rationnelle des ressources naturelles, sociales et économiques, et d'une manière qui combine les facteurs environnementaux, économiques et sociaux dans toutes les décisions autorisées ou qui doivent être prises en vertu de la présente *Loi*.

- La Loi C-20 devrait inclure une exigence que toutes les décisions prises, en vertu des pouvoirs conférés par cette *Loi*, soient faites conformément aux dispositions de l'énoncé d'objet de la Loi, comme la suivante :

Toutes les décisions autorisées ou qui doivent être prises, en vertu de la présente *Loi*, doivent être faites conformément aux dispositions de l'énoncé d'objet de la présente *Loi*.

- Comme c'est le cas avec d'autres lois environnementales fédérales, la Loi C-20 devrait inclure une clause pour un examen de cinq ans, telle que la suivante :

Cinq ans après l'entrée en vigueur de cet article, le ministre doit effectuer un examen approfondi des dispositions et du fonctionnement de la présente *Loi*.

Le ministre doit, dans un délai d'un an après qu'un examen ait été entrepris, en vertu du présent article ou dans le délai supplémentaire que la Chambre des communes peut autoriser, présenter un rapport de l'examen au Parlement, y compris une déclaration de tous les changements que le ministre recommande.

Nous tenons à vous remercier de nous donner l'occasion de vous présenter nos recommandations. Nous serions heureux de répondre à toutes les questions que vous pourriez avoir, quand vous voudrez.

Veillez agréer, messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs,

L'ASSOCIATION CANADIENNE DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

Par :
la directrice et avocate
Theresa A. McClenaghan



P.j. : Copie de la soumission écrite datée du 16 novembre 2009, telle que fournie au commis du Comité permanent sur les ressources naturelles, en ce qui concerne la Loi C-20, la Loi proposée sur la responsabilité et l'indemnisation en matière nucléaire.

Publication 687 de l'ACDE (*voir aussi la publication 686*)
ISBN 978-1-926602-40-0